

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger } Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro

Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste :
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1938

- 8 décembre — Décret instituant une prime pour connaissance du dialecte indigène local dans les possessions ressortissant au ministère des colonies à l'exception de l'Indochine, des Antilles, de la Réunion, de la Guyane et de Saint-Pierre et Miquelon. (Arrêté de promulgation n° 8 du 7 janvier 1939). 72

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- 31 décembre — N° 739 — Arrêté autorisant un prélèvement sur la caisse de réserve. 72

1939

- 12 janvier — N° 19 — Arrêté modifiant les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté n° 648 du 24 novembre 1938 relatif au mode de rétribution des heures supplémentaires. 73
- 13 janvier — N° 20 — Arrêté déterminant l'appellation des cercles du Territoire 73
- 14 janvier — N° 22 — Arrêté relatif à la comptabilité générale des matières. 73
- 16 janvier — N° 26 — Arrêté modifiant à nouveau la réglementation des gratifications du personnel en service au chemin de fer. 73
- 16 janvier — N° 27 — Arrêté portant approbation des plans de campagne des prestations pour l'année 1939. 74
- 17 janvier — N° 28 — Arrêté modifiant l'arrêté n° 599 du 14 novembre 1937 portant création des sociétés indigènes de prévoyance du Territoire. 74
- 18 janvier — N° 32 — Arrêté approuvant et rendant exécutoires les budgets pour 1939 des sociétés indigènes de prévoyance de Sokodé, Lama-Kara, Bassari et Mango. 74
- 18 janvier — N° 38 — Arrêté portant création d'un service chargé de l'instruction des plaintes, doléances et revendications. 75

- 18 janvier — N° 40 — Arrêté édictant certains avantages à accorder aux agents journaliers de l'administration. 75
- 20 janvier — N° 45 — Arrêté fixant la liste des emplois et des fonctions ouvrant droit à la gratuité de logement dans les conditions prévues par l'article 4 du décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies. 75
- 21 janvier — N° 47 — Arrêté fixant les épreuves du concours d'admission dans le cadre local indigène des préposés des douanes. 76
- 21 janvier — N° 49 — Arrêté portant création d'un cours de sténo-dactylographie au cours complémentaire de Lomé. 76
- Nominations, mutations, etc... concernant le personnel. 76
- Divers. 78

Textes publiés à titre d'information

1937

- 3 décembre — Décret et instruction relatifs à l'application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1937 portant amnistie 85

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Cours officiel des changes.	91
Avis d'adjudication.	91
Avis aux navigateurs aériens.	92

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Prime pour la connaissance du dialecte indigène

ARRETE N° 8 promulguant au Togo le décret du 8 décembre 1938 instituant une prime pour connaissance du dialecte indigène local dans les possessions ressortissant au ministère des colonies à l'exception de l'Indochine, des Antilles, de la Réunion, de la Guyane et de Saint-Pierre et Miquelon.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 8 décembre 1938 instituant une prime pour connaissance du dialecte indigène local dans les possessions ressortissant au ministère des colonies à l'exception de l'Indochine, des Antilles, de la Réunion, de la Guyane et de Saint-Pierre et Miquelon;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 décembre 1938 instituant une prime pour connaissance du dialecte indigène local dans les possessions ressortissant au ministère des colonies à l'exception de l'Indochine, des Antilles, de la Réunion, de la Guyane et de Saint-Pierre et Miquelon.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 janvier 1939.

GRADASSI.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 8 décembre 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 24 mai 1938 assure la stabilité du personnel colonial et, par là, permet de pratiquer dans de meilleures conditions une politique de contact.

Ce contact toutefois sera d'autant plus effectif et l'action administrative efficace que les fonctionnaires comprendront leurs administrés et se feront comprendre d'eux.

La connaissance des langues et dialectes indigènes apparaît ainsi comme le moyen le plus sûr de parvenir à cette confiance réciproque qui s'établit plus difficilement à travers l'écran du traducteur, si fidèle soit-il.

En vue donc d'encourager l'étude et la pratique de ces langues par le personnel européen, il semble utile d'instituer une prime pécuniaire attribuable aux fonctionnaires justifiant la connaissance du dialecte indigène local pendant toute la durée de leur présence effective à leur poste colonial.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3^{er} mai 1854;

Vu le décret du 2 mars 1910 réglementant la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, ainsi que les textes qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les possessions d'outre-mer ressortissant au ministère des colonies, y compris les territoires africains sous mandat, mais à l'exception de l'Indochine, des Antilles, de la Réunion, de la

Guyane et de Saint-Pierre et Miquelon, est instituée une prime spéciale en faveur des fonctionnaires et agents de tous cadres connaissant la langue indigène la plus communément parlée dans la colonie ou le territoire, ou dans la partie de la colonie ou du territoire où ils ont leur affectation.

Cette prime, dont le maximum annuel est fixé à 5.000 francs, sera payable par douzième pour le temps effectivement passé par le fonctionnaire au poste colonial où il est affecté.

ART. 2. — La prime ne pourra être attribuée qu'aux fonctionnaires et agents ayant justifié devant un jury qualifié d'une connaissance du dialecte local suffisante pour leur permettre de se passer d'interprète.

Le droit à l'attribution de cette prime est, en principe, acquis une fois pour toutes aux fonctionnaires ayant subi avec succès l'épreuve visée ci-dessus.

Toutefois, à la suite de revisions ou d'inspections, le chef de la colonie pourra suspendre ce droit sans que le fonctionnaire objet de la mesure puisse considérer cette décision comme ayant un caractère disciplinaire lui permettant, notamment, de se réclamer des dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

ART. 3. — Les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies intéressés, ainsi que les commissaires de la République dans les territoires africains sous mandat, régleront les détails d'application du présent décret par des arrêtés qui seront soumis à l'approbation préalable du ministre des colonies.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 décembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Caisse de réserve

ARRETE No 739 autorisant un prélèvement sur la caisse de réserve.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, et notamment en ses articles 259 et 260;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement de la somme de quatre millions soixante six mille francs (4.066.000 francs) sera opéré sur les fonds libres de la caisse de réserve du Territoire pour achat de valeurs du trésor indiquées ci-après :

1 ^o — Achat de 15 bons du trésor 5%	
1937 de 100.000 francs chacun	1.476.000
2 ^o — Achat de bons de la défense nationale 4% 1938	2.590.000

Total 4.066.000

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1938.

GRADASSI.

Heures supplémentaires

ARRETE N° 19 modifiant les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté n° 648 du 24 novembre 1938 relatif au mode de rétribution des heures supplémentaires.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 648 du 24 novembre 1938 modifiant l'arrêté du 12 février 1938 fixant le mode de rétribution des heures supplémentaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté n° 648 du 24 novembre 1938 est modifié comme suit :

« Article 2 (nouveau)

1^{er}. — Les agents du service du chemin de fer qui bénéficient des gratifications de fin d'année. Toutefois la rémunération d'heures supplémentaires pourra être exceptionnellement accordée à ces agents sur rapport du chef du service des travaux publics et transports, approuvé par le Commissaire de la République, attestant que ces heures supplémentaires ont été effectuées en vue de faire face d'urgence à des événements susceptibles de compromettre la bonne marche et la sécurité du service du chemin de fer ».

Le reste sans changement.

ART. 2. — L'article 2 de l'arrêté n° 648 du 24 novembre 1938 susvisé est modifié comme suit :

« Article 4 (nouveau) 1^{er} paragraphe sans changement — 2^e paragraphe complété comme suit :

Le calcul des rétributions pour des heures supplémentaires sera établi en heures, les fractions d'heures étant négligées ».

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 24 novembre 1938 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 janvier 1939.

GRADASSI.

Organisation administrative

ARRETE N° 20 déterminant l'appellation des cercles du Territoire.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 4 septembre 1935 fixant l'organisation territoriale du territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu l'arrêté n° 585 du 20 octobre 1938 prononçant le rétablissement du cercle d'Anécho;

Vu l'arrêté n° 723 du 28 décembre 1938 portant rétablissement du cercle de Klouto;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle du sud comprenant les subdivisions de Lomé et de Tsévié prendra désormais l'appellation de cercle de Lomé.

ART. 2. — Le cercle du centre prendra désormais l'appellation de cercle d'Atakpamé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 janvier 1939.

GRADASSI.

Comptabilité générale des matières.

ARRETE N° 22 relatif à la comptabilité générale des matières.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'instruction générale sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat au compte du département des colonies du 16 janvier 1905;

Vu l'arrêté et instructions du 16 juin 1927 fixant les règles de la comptabilité-matières dans les cercles;

Vu l'arrêté du 17 juin 1924 réglementant le magasin général, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté du 12 avril 1927 réglementant la pharmacie d'approvisionnement, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté du 10 juin 1938 réglementant les moyens de transport administratifs;

Vu l'arrêté du 29 juin 1936 réglementant la comptabilité matières du garage central; ensemble tous textes ultérieurs le complétant ou le modifiant;

Vu l'instruction portant règlement sur la comptabilité générale des matières objet de la circulaire n° 2442 du 28 décembre 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'instruction portant règlement sur la comptabilité générale des matières, objet de la circulaire n° 2442 du 28 décembre 1938, n'est applicable qu'à la comptabilité des matières relevant du budget annexe du chemin de fer et du wharf.

ART. 2. — A titre provisoire, la comptabilité des matières dépendant du budget local demeure soumise à la réglementation précédemment en vigueur visée sur les considérants du présent arrêté.

Une commission sera désignée par le Commissaire de la République, pour étudier les modalités d'application éventuelle de l'instruction visée à l'article 1^{er} de la comptabilité des matières du budget local.

ART. 3. — Les frais d'impression du supplément au journal officiel du 1^{er} janvier 1939 et des exemplaires de l'instruction visée à l'article 1^{er} sont imputables au budget annexe du chemin de fer et du wharf à la charge pour celui-ci de céder le cas échéant à titre onéreux au budget local les exemplaires nécessaires.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 janvier 1939.

GRADASSI.

Gratifications

ARRETE N° 26 modifiant à nouveau la réglementation des gratifications du personnel en service au chemin de fer.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 mai 1929 rendant applicable au territoire du Togo, notamment l'arrêté du Gouverneur Général de l'A. O. F. du 30 décembre 1924 et l'arrêté du 17 janvier 1927 le modifiant, relatifs à l'attribution de gratifications au personnel du cadre commun des chemins de fer de la Fédération;

Vu les arrêtés du 4 mars 1930 et du 23 février 1934 complétant l'arrêté du 18 mai 1929 ci-dessus;

Vu l'arrêté n° 368 du 10 juillet 1937 modifiant la réglementation des gratifications du personnel en service au Chemin de fer;

Sur la proposition de l'ingénieur principal, chef du service des travaux publics et des transports;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est supprimé le dernier alinéa de l'article premier de l'arrêté 368 susvisé ainsi libellé : « Toutefois en ce qui concerne le chef de la section finances du chemin de fer, la note de mérite lui est décernée par le chef du bureau des finances et de la comptabilité ».

ART. 2. — Est modifié comme suit l'article deux du même arrêté en ce qui concerne les membres à la commission des gratifications :

A supprimer le chef de la section finances du service du chemin de fer et à ajouter le chef du bureau de la comptabilité-finances du service des travaux publics et des transports.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 janvier 1939.

GRADASSI.

Prestations

ARRETE N° 27 portant approbation des plans de campagne des prestations pour l'année 1939.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 29 du 13 janvier 1937 réglementant à nouveau l'assiette de l'impôt des prestations;

Vu l'arrêté n° 602 du 14 novembre 1937 fixant à nouveau le nombre de journées de prestations et le taux de la conversion;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les plans de campagne des prestations pour 1939 des cercles et subdivisions ci-après :

Cercle de Lomé	} Subdivision de Lomé. Subdivision de Tsévié.
Cercle d'Anécho.	

Cercle d'Atakpamé	
-------------------	--

Cercle de Sokodé	} Subdivision de Sokodé. Subdivision de Bassari. Subdivision de Lama-Kara.
Cercle de Sokodé	
Cercle de Mango.	

ART. 2. — Les commandants de cercle et chefs de subdivision intéressés sont chargés de l'exécution du

présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 janvier 1939.

GRADASSI.

Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 28 modifiant l'arrêté n° 599 du 14 novembre 1937 portant création des sociétés indigènes de prévoyance du Territoire.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance du Togo, modifié par les décrets des 31 juillet 1937 et 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté n° 552 du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance et de prêts mutuels agricoles au Togo;

Vu les projets de statuts présentés pour approbation, conformes aux statuts-types et aux dispositions du décret du 3 novembre 1934;

Vu l'arrêté n° 599 du 14 novembre 1937 portant création des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo et approuvant les statuts des sociétés;

Vu l'arrêté n° 585 du 20 octobre 1938 portant rétablissement du cercle d'Anécho;

Vu l'arrêté n° 723 du 28 décembre 1938 portant rétablissement du cercle de Klouto;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté n° 599 du 14 novembre 1937 est modifié comme suit :

« Il est créé une Société Indigène de Prévoyance dans les cercles d'Anécho, de Klouto et d'Atakpamé et dans les subdivisions de Lomé, Tsévié, Sokodé, Lama-Kara et Bassari ».

ART. 2. — Pour tout ce qui concerne le fonctionnement de ces organismes et notamment la constitution territoriale et l'approbation des statuts, les sociétés du cercle d'Anécho, de Klouto et d'Atakpamé sont substituées respectivement aux sociétés des subdivisions d'Anécho, Palimé et Atakpamé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et aura son effet en ce qui concerne la société du cercle d'Anécho pour compter du 24 octobre 1938 et en ce qui concerne les sociétés du cercle de Klouto et du cercle d'Atakpamé pour compter du 1^{er} janvier 1939.

Lomé, le 17 janvier 1939.

GRADASSI.

Budgets des sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 32 approuvant et rendant exécutoires les budgets pour 1939 des Sociétés Indigènes de Prévoyance de Sokodé, Lama-Kara, Bassari et Mango.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance du Togo modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et du 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté n° 552 en date du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels au Togo modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938;

Vu la délibération en date du 10 janvier 1939 de la commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance du Territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les budgets 1939 des Sociétés Indigènes de Prévoyance de Sokodé, Lama-Kara, Bassari et Mango.

ART. 2. — Les budgets délibérés en conseil d'administration et en assemblée générale de chacune des sociétés intéressées sont arrêtés aux montants ci-après en recettes et en dépenses :

Sokodé : quatre vingt onze mille francs.

Lama-Kara : cent cinquante quatre mille francs.

Bassari : trente neuf mille deux cent douze francs.

Mango : cent vingt quatre mille quatre cent quarante et un francs.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 janvier 1939.

GRADASSI.

Organisation administrative

ARRETE N° 38 portant création d'un service chargé de l'instruction des plaintes, doléances et revendications.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la circulaire n° 1 en date du 15 janvier 1939 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans les bureaux du Gouvernement un service chargé tout spécialement de l'instruction des plaintes, doléances et revendications des colons, commerçants et indigènes.

Ce service sera dirigé par un administrateur ou un administrateur-adjoint des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 janvier 1939.

GRADASSI.

Agents journaliers

ARRETE N° 40 édictant certains avantages à accorder aux agents journaliers de l'administration.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le règlement du 3 janvier 1938 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel des divers services du Territoire, ainsi que tous actes modificatifs;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les agents journaliers qui auront plus d'une année de service ininterrompue dans l'administration, pourront obtenir les avantages suivants :

a) Si les nécessités du service le permettent, des autorisations d'absence, dans la limite de sept jours par an et au cours desquelles les intéressés bénéficieront de leur salaire;

b) En ce qui concerne les soins médicaux et les conditions d'hospitalisation, les avantages identiques à ceux des agents du cadre auxiliaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 janvier 1939.

GRADASSI.

Retenue de logement et d'ameublement

ARRETE N° 45 fixant la liste des emplois et des fonctions ouvrant droit à la gratuité de logement dans les conditions prévues par l'article 4 du décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial;

Vu le décret du 26 mai 1937, portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies et notamment en son article 4;

Vu l'arrêté n° 29 du 9 janvier 1938, portant réglementation du logement et de l'ameublement au Togo (personnel européen);

Vu l'arrêté n° 30 du 9 janvier 1938 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux fonctionnaires et agents des cadres indigènes du Togo;

Vu l'arrêté n° 31 du 9 janvier 1938 fixant les taux de la retenue de logement pour les fonctionnaires et agents indigènes;

Sur la proposition des chefs de service intéressés;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires et agents européens ou indigènes dont la solde de présence brute est inférieure à 24.000 frs. ne subiront aucune retenue pour le logement et l'ameublement à la condition qu'ils exercent les emplois et fonctions indiqués ci-dessous et qu'ils soient logés dans les locaux de leur service ou dans l'enceinte de l'établissement auquel ils appartiennent.

Surveillants d'internats.

Infirmier de l'hôpital de Zébé.

Infirmier anesthésiste à la salle d'opération du dispensaire de Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1939, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1939.

GRADASSI.

Amnistie**Examen professionnel des préposés des douanes**

ARRETE N° 47 fixant les épreuves du concours d'admission dans le cadre local indigène des préposés des douanes.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 161 en date du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les anciens préposés des douanes pouvant bénéficier des dispositions du décret du 5 décembre 1937 portant amnistie sont astreints à subir les épreuves d'un examen professionnel dont les modalités sont fixées comme suit :

1^o — Ecrit :

	Coefficient
1 ^o — Rédaction d'un rapport sur un fait de service	1
2 ^o — Deux questions sur le régime douanier	2
3 ^o — Liquidation des droits	2

2^o — Oral :

Interrogation sur les textes touchant le régime douanier du Togo 1

ART. 2. — Les épreuves seront notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 12 est éliminatoire.

ART. 3. — Les épreuves sont subies à Lomé devant une commission composée ainsi qu'il suit :

Le chef du service des douanes	Président.
Un adjoint des services civils	
Le chef du bureau des douanes de Lomé	} Membres
Deux préposés des douanes	

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 janvier 1939.

GRADASSI.

Enseignement professionnel**Cours de sténo-dactylographie**

ARRETE N° 49 portant création d'un cours de sténo-dactylographie au Cours Complémentaire de Lomé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 419 du 20 juillet 1938 organisant le Cours Complémentaire de Lomé;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un cours de dactylographie aura lieu au Cours Complémentaire pour les élèves de 1^{re}, 2^e et 3^e années à raison d'une séance par semaine, le lundi de 19 à 20 heures.

ART. 2. — Un cours de sténographie aura lieu pour les élèves de 2^e et 3^e années du même établissement à raison d'une séance par semaine, le vendredi de 19 à 20 heures.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 janvier 1939.

GRADASSI.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPEEN.****Promotion**

Par arrêté n° 41 du :

18 janvier 1939. — Est promu dans le personnel de l'enseignement du Togo pour compter du 1^{er} janvier 1939 au point de vue exclusif de l'ancienneté :

Au grade d'inspecteur des écoles de 2^e classe :
(au choix)

M. Siro Armand, instituteur principal hors classe.

M. Siro conserve dans le grade d'inspecteur des écoles de 2^e classe un reliquat d'ancienneté de 6 ans, 11 mois, 15 jours pour services militaires non utilisés.

M. Siro aura droit, à titre personnel, à un complément de solde majoré du supplément colonial égal à la différence entre sa solde actuelle et celle d'un inspecteur des écoles de 2^e classe, jusqu'à sa promotion à un grade lui conférant une solde supérieure ou au moins égale à celle dont il jouit actuellement.

Affectations

Par décisions des :

18 janvier 1939. — M^{me} Patanchon, institutrice principale de 1^{re} classe du cadre local du Togo, de retour de congé, attendue à Lomé par le s/s Brazza du 26 janvier, est nommée directrice de l'école européenne, en remplacement de M. Johnson Romuald qui reste à la disposition de la directrice de l'école européenne.

M. Pic, administrateur des colonies, attendu au Territoire par le s/s Brazza du 26 janvier 1939, est chargé du service d'instruction des plaintes, doléances et revendications des colons, commerçants et indigènes.

En attendant l'arrivée de M. Pic, M. Sanson, administrateur-adjoint des colonies, sera provisoirement chargé de ce service.

24 janvier 1939. — Le médecin capitaine Pelleteur, médecin résident de l'hôpital de Lomé, est chargé en outre des fonctions d'agent principal de la santé du port de Lomé.

Le médecin capitaine Lagardère, médecin chef de la subdivision sanitaire de Lomé-Tsévié, est chargé de l'hygiène de la ville de Lomé et de l'inspection médicale des écoles et des prisons.

Rappels d'ancienneté

Par arrêté n° 29 du :

17 janvier 1939. — Des rappels d'ancienneté pour services militaires non utilisés sont accordés, dans leur grade actuel, aux fonctionnaires des cadres locaux européens du Togo dont les noms suivent :

A — Services civils.

M. Degoul Jean, commis de 1^{re} classe, conserve un reliquat d'ancienneté de 5 mois 15 jours pour services militaires non utilisés.

B — Chemin de fer.

M. Cantara Louis, ouvrier d'art de 4^e classe, conserve un reliquat d'ancienneté de 8 mois 29 jours pour services militaires non utilisés.

C — Police.

M. Ginot Henri, inspecteur de police de 1^{re} classe, conserve un reliquat d'ancienneté de 3 mois 21 jours pour services militaires non utilisés.

D — Agriculture.

M. Horard Gustave, aide-conducteur de 2^e classe, conserve un reliquat d'ancienneté de 2 ans 6 mois 10 jours pour services militaires non utilisés.

Par arrêté n° 31 du :

18 janvier 1939. — M. Cancel Jean, commis de 1^{re} classe des services civils, conserve dans sa classe un rappel d'ancienneté pour services militaires non utilisés de 7 mois 4 jours.

Le présent arrêté abroge les dispositions de l'arrêté du 1^{er} janvier 1938 en ce qui concerne le rappel pour services militaires accordé à l'intéressé.

Suspension de fonctions

Par décision n° 40 du :

16 janvier 1939. — L'inspecteur-adjoint de 2^e classe du cadre supérieur de la police du Togo, Venance Gabriel, actuellement en position de détention, percevra pendant le temps de son emprisonnement et jusqu'au jour inclus où la décision judiciaire rendue à son égard sera devenue définitive, la moitié de la soldé de présence (12.500 frs) dégagée de tous accessoires (supplément local, indemnité spéciale temporaire, de zone, de charges de famille, etc.)

PERSONNEL INDIGÈNE**Enseignement professionnel****Cours de sténo-dactylographie**

Par décision n° 54 du :

21 janvier 1939. — M. Folly Michel, commis principal d'administration, sera chargé des cours de dactylographie et de sténographie, organisés au Cours Complémentaire par arrêté n° 49 du 21 janvier 1939.

Nomination

Par arrêté n° 37 du :

18 janvier 1939. — Le nommé Cocouvi Michel, diplômé de l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo, est admis dans le cadre local indigène du Togo en qualité d'élève-moniteur agricole.

Amnistie**Réintégration**

Par arrêté n° 34 du :

18 janvier 1939. — Sont réintégrés dans le cadre local indigène du Togo, les ex-agents ci-après désignés bénéficiaires du décret d'amnistie du 5 décembre 1937 :
Donyoh Grégoire, facteur-enregistreur de 1^{re} classe.
Nassirou Louis, chef de train de 8^e classe.

Lefacteur-enregistreur de 1^{re} classe Donyoh Grégoire conserve dans son grade actuel une ancienneté de 6 ans 3 mois 18 jours.

Le chef de train de 8^e classe Nassirou Louis conserve dans son grade actuel une ancienneté de 2 ans 8 mois 2 jours.

Par arrêté n° 53 du :

24 janvier 1939. — Sont réintégrés dans le cadre local indigène du Togo, les ex-agents ci-après désignés bénéficiaires du décret d'amnistie du 5 décembre 1937 :

Ako Michel, commis d'administration de 5^e classe.

Pascal Emile, commis d'administration de 6^e classe.

Le commis d'administration Ako Michel conserve dans son grade actuel une ancienneté de 1 an 10 mois 25 jours.

Le commis d'administration Pascal Emile conserve dans son grade actuel une ancienneté de 9 mois 26 jours.

Garde indigène

Par arrêté n° 35 du :

18 janvier 1939. — Sont inscrits au tableau d'avancement de l'année 1939 :

GARDE INDIGÈNE**POUR LE GRADE D'ADJUDANT-CHEF****(à titre exceptionnel)**

Nam, adjudant, n° mle 396, du peloton de Mango.

POUR LE GRADE DE BRIGADIER-CHEF DE 1^{re} CLASSE

Bessi, brigadier-chef 2^e classe n° mle 1013, du peloton d'Anécho.

POUR LE GRADE DE BRIGADIER-CHEF DE 2^e CLASSE**a) Reliquat des tableaux antérieurs**

Ali Bassari, brigadier de 1^{re} cl. n° mle 508, du peloton de Sokodé (Bassari).

b) Inscriptions nouvelles

Tiekoura Bougono, brigadier de 1^{re} classe, n° mle 347, du peloton d'Anécho.

Bola, brigadier de 1^{re} classe, n° mle 220, du peloton de Mango.

Karimou Taraoré, brigadier de 1^{re} classe, n° mle 311, du peloton d'Anécho.

Sakary, brigadier de 1^{re} classe, n° mle 632, du peloton de Sokodé.

POUR LE GRADE DE BRIGADIER DE 1^{re} CLASSE**a) à titre exceptionnel**

Alassane II, brigadier de 2^e classe, n° mle 693, du peloton de Sokodé (Lama-Kara).

b) à titre normal

Boukary II, brigadier de 2^e classe, n° mle 402, du peloton de Mango.

POUR LE GRADE DE BRIGADIER DE 2^e CLASSE**a) Reliquat des tableaux antérieurs**

Betti, garde de 2^e classe, n° mle 446, du peloton de Mango.

Kokou, garde de 1^{re} classe, n° mle 2, du peloton de Sokodé.

Senyi, garde de 1^{re} classe, n° mle 1091, du peloton d'Anécho.

Langbe, garde de 1^{re} classe, n° mle 911, du peloton d'Anécho.

Abodji, garde de 1^{re} classe, n° mle 302, du peloton d'Anécho.

Baligui, garde de 1^{re} classe, n° mle 702, du peloton d'Atakpamé.

Biraima, garde de 1^{re} classe, n° mle 309, du peloton de Klouto.

Zato Agbandaho, garde de 1^{re} classe, n° mle 712, du peloton de Sokodé.

Toi Sondé, garde de 1^{re} classe, n° mle 397, du peloton d'Atakpamé.

Adohi, garde de 1^{re} classe, n° mle 153, du peloton de Mango.

b) Inscriptions nouvelles

Moussa Kandé, garde de 1^{re} classe, n° mle 913, du peloton de Tsévié.

Moussa Mamadou, garde de 1^{re} classe, n° mle 183, du peloton d'Atakpamé.

Aoussou Djobo, garde de 1^{re} classe, n° mle 948, du peloton de Sokodé.

Cemoui, garde de 1^{re} classe, n° mle 909, du peloton de Tsévié.

Immabola, garde de 1^{re} classe, n° mle 258, du peloton de Palimé.

POUR LE GRADE DE GARDE DE 1^{re} CLASSE

a) Reliquat des tableaux antérieurs

Gbemgbere Laré, garde de 2^{re} classe, n° mle 826, du peloton d'Atakpamé.

Ounana, garde de 2^{re} classe, n° mle 965, du peloton d'Anécho.

Binatama, garde de 2^{re} classe, n° mle 247, du peloton d'Anécho.

Arreto, garde de 2^{re} classe, n° mle 1058, du peloton d'Anécho.

Yente, garde de 2^{re} classe, n° mle 663, du peloton d'Atakpamé.

Dossa, garde de 2^{re} classe, n° mle 1036, du peloton d'Atakpamé.

Sakpana, garde de 2^{re} classe, n° mle 983, du peloton d'Anécho.

Bonkpasse II, garde de 2^{re} classe, n° mle 967, du peloton de Palimé.

Alfa, garde de 2^{re} classe, n° mle 689, du peloton de Atakpamé.

Badi Douti, garde de 2^{re} classe, n° mle 822, du peloton de Tsévié.

Naki Mago, garde de 2^{re} classe, n° mle 869, du peloton de Tsévié.

b) Inscriptions nouvelles

Ousmane Taraoré, garde de 2^{re} classe, n° mle 947, du peloton d'Anécho.

Assima, garde de 2^{re} classe, n° mle 966, du peloton de Sokodé (Bassari).

Gnognouto, garde de 2^{re} classe, n° mle 1035, du peloton de Tsévié.

Alehore, garde de 2^{re} classe, n° mle 1125, du peloton de Mango.

Moussa, garde de 2^{re} classe, n° mle 1076, du peloton d'Anécho.

Moussa Patcha, garde de 2^{re} classe, n° mle 955, du peloton de Sokodé (Bassari).

Korignon, garde de 2^{re} classe, n° mle 1131, du peloton d'Anécho.

DIRECTION DE POLICE DU TOGO

POUR LE GRADE D'ADJUDANT-CHEF

(à titre normal)

Tanoga, adjudant, n° mle 392, du détachement de police de Lomé.

POUR LE GRADE DE BRIGADIER DE 1^{re} CLASSE

(à titre normal)

Nassi, brigadier de 2^{re} classe, n° mle 820, du détachement de police de Lomé.

POUR LE GRADE DE GARDE DE 1^{re} CLASSE

a) Reliquat des tableaux antérieurs

Sonia, garde de 2^{re} classe, n° mle 918, du détachement de police de Lomé.

b) Inscription nouvelle

Monteiro, garde de 2^{re} classe, n° mle 1107, du détachement de police de Lomé.

DIVERS

Association

Par arrêté n° 30 du :

18 janvier 1939. — Est autorisée, dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création d'une association dite « Entr'aide ouidanière » dont le siège est à Lomé, et dont le but est de venir en aide aux membres qui en font partie en cas de nécessité et de décès dans leur famille.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Campagne du coton

Par arrêté n° 43 du :

20 janvier 1939. — La date d'ouverture de la campagne du coton dans le cercle de Sokodé est fixée au 20 janvier 1939.

Par arrêté n° 52 du :

24 janvier 1939. — La date d'ouverture de la campagne du coton dans le cercle de Mango est fixée au 1^{er} février 1939.

Chef de canton

Par arrêté n° 48 du :

21 janvier 1939. — M. Seth Sadji est nommé chef du canton d'Evli (cercle de Lomé, subdivision de Tsévié) en remplacement de Sadji Agbédanou, décédé.

Commission

Par décision n° 52 du :

20 janvier 1939. — Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 14 janvier 1939 une commission composée comme suit :

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives	Président
M.M. Sanson, chef du bureau des affaires administratives et économiques,	Membres
Pialoux, chef du service des travaux publics et des transports,	
Bérard, chef du bureau des finances,	
Fréau, adjoint des services civils . . .	Secrétaire

se réunira, à la convocation de son président, pour étudier les modalités pratiques d'application éventuelle à la comptabilité des matières dépendant du budget local du Togo de l'instruction portant règlement sur la comptabilité générale des matières, objet de la circulaire n° 2.442 du 28 décembre 1938.

Effectif de la garde indigène

Par arrêté n° 50 du :

23 janvier 1939. — La répartition des gardes-cercles dans les pelotons est fixée comme suit pour l'année 1939 :

DÉSIGNATION	ADJUDANT ou ADJUDANT-CHIEF	BRIGADIER-CHIEF 1 ^{er} ou 2 ^e classe	BRIGADIER de 1 ^{er} ou 2 ^e cl.	GARDES de 1 ^{er} ou 2 ^e cl.	TOTAL effectif B. 1939	OBSERVATIONS
Mango	1	2	3	22	28	
Sokodé	1	1	3	24	29	
Bassari		1	2	12	15	
Lama-Kara			2	10	12	
Atakpamé	1	2	4	37	44	
Palimé		1	2	16	19	
Lomé	1	1	2	24	28	
Anécho		1	3	35	39 ⁽¹⁾	(1) Dont 4 provisoirement détachés à la police.
Tsévié		1		8	9	
	4	10	21	188	223	

Produits pharmaceutiques

Par décision n° 44 du :

18 janvier 1939. — Sont autorisées dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, les dépôts de produits pharmaceutiques de la liste n° 1, ci-après désignés :

Atakpamé — Rue du marché — Boutique de M. Aguiar Paulin. Gérant : M. Aguiar Paulin.

Atakpamé — Rue du marché — Boutique de M. Aguiar Paulin. Gérant : M. Aguiar Michel.

Atakpamé — Rue du marché — Boutique de M. Aguiar Paulin. Gérant : M. Gaba Jacob.

Atakpamé — Boutique de M. Nassar. Gérant : M. Quashie Fred.

Atakpamé — Boutique de M. Lawson John.

Chra (cercle d'Atakpamé) — Boutique de M. Toudoguin Pascal.

Sodo (cercle d'Atakpamé) — Boutique de M. Ekpe Théodore.

Mango — Boutique de M. Fillot. Gérant : M. Amoussou Gam. Louis.

Rôles

Par arrêté n° 18 du :

12 janvier 1939. — Sont approuvés et rendus exécutoires certains rôles primitifs de l'exercice 1939 dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme de : trois millions cent sept mille deux cent cinquante deux francs, quatre vingts centimes.

N° DU ROLE	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
1	Lomé-ville	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire C. A. à la C. M.	81.696,— 4.084,80	85.780,80
2	Lomé-subdiv.	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire	255.072,—	255.072,—
3	Anécho	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire	1.773.360,—	1.773.360,—
4	—	Rachat prestations	5.404,—	5.404,—
5	Sokodé	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire	411.040,—	411.040,—
6	Mango	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire	576.596,—	576.596,—
		TOTAL	3.107.252,80	3.107.252,80

La date de mise en recouvrement a été fixée au 12 janvier 1939.

Par arrêté n° 44 du :

20 janvier 1939. — Sont approuvés et rendus exécutoires certains rôles primitifs de l'exercice 1939 dont le

détail suit et qui s'élèvent à la somme de : huit cent quarante et un mille cinq cent soixante douze francs, quatre vingt dix centimes.

N° DU ROLE	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
7	Anécho	Patentes	27.740,—	27.740,—
8	—	Licences	11.500,—	11.500,—
9	Tsévié	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire	709.632,—	709.632,—
10	—	Impôt personnel indigène catégorie supérieure R. P.	9.820,— 2.005,—	
		Armes perfectionnées	280,—	12.105,—
		à reporter	760.977,—	760.977,—

N° DU ROLE	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
		<i>report</i>	760.977,—	760.977,—
11	Tsévié	Patentes	21.375,—	21.375,—
12	—	Licences	10.700,—	10.700,—
13	Mango	Impôt personnel indigène catégorie supérieure R. P.	9.755,— 2.190,—	
		Armes perfectionnées	160,—	12.105,—
14	—	Patentes	9.395,—	9.395,—
15	—	Licences	800,—	800,—
16	—	Armes perfectionnées	180,—	180,—
17	Sokodé	Impôt personnel indigène catégorie supérieure R. P.	7.420,— 1.485,—	
		Armes perfectionnées	500,—	9.405,—
18	—	Impôt foncier B. E.	453,—	453,—
19	—	Impôt foncier N. B. E.	21,—	21,—
20	—	Impôt foncier B. I.	151,—	151,—
21	—	Impôt foncier N. B. I.	5,90	5,90
22	—	Patentes	11.835,—	11.835,—
23	—	Licences	800,—	800,—
24	—	Bicyclettes	360,—	360,—
25	Bassari	Patentes	2.510,—	2.510,—
26	—	Licences	500,—	500,—
		TOTAL	841.572,90	841.572,90

La date de mise en recouvrement a été fixée au 20 janvier 1939.

Par arrêté n° 51 du :
23 janvier 1939. — Sont approuvés et rendus exécutoires certains rôles supplémentaires de l'exercice

1938 dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme de cinquante trois mille trois cent quatre vingt treize frs. quatre vingt deux centimes.

N° DU ROLE	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
261	Trésor	Patentes	537,50	
		C. A.	26,87	564,37
262	—	Licences	25,—	
		C. A.	1,25	26,25
263	Lomé-ville	Impôt personnel et taxe additionnelle C. A.	337,50 11,50	349,—
264	—	Armes perfectionnées C. A.	80,— 4,—	84,—
265	Tsévié	Patentes	1.855,—	1.855,—
266	—	Licences	100,—	100,—
267	—	Armes non perfectionnées	3.240,—	3.240,—
268	—	Bicyclettes	150,—	150,—
269	Anécho	Impôt personnel et taxe additionnelle R. P.	1.470,— 160,—	
		Armes perfectionnées	80,—	1.710,—
270	—	Population flottante	50,—	50,—
271	—	Impôt foncier B. E.	666,10	666,10
272	—	Patentes	1.950,—	1.950,—
273	—	Armes perfectionnées	300,—	300,—
274	—	Armes non perfectionnées	1.688,—	1.688,—
275	—	Bicyclettes	1.890,—	1.890,—
276	Palimé	Patentes	5.000,—	5.000,—
		<i>à reporter</i>	19.622,72	19.622,72

N° DU ROLE	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
		<i>report</i>	19.622,72	19.622,72
277	Sokodé	Patentes	2.797,50	2.797,50
278	—	Licences	100,—	100,—
279	—	Armes perfectionnées	160,—	160,—
280	—	Armes non perfectionnées	1.728,—	1.728,—
281	—	Bicyclettes	45,—	45,—
282	Bassari	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire	6.944,—	6.944,—
283	—	Population flottante	330,—	330,—
284	—	Patentes	540,—	540,—
285	—	Bicyclettes	180,—	180,—
286	Lama-kara	Patentes	2.955,—	2.955,—
287	—	Armes perfectionnées	20,—	20,—
288	Mango	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire	215,—	215,—
289	—	Population flottante	600,—	600,—
290	—	R. P. indigène catégorie ordinaire	125,—	125,—
291	—	Armes perfectionnées	100,—	100,—
292	—	Bicyclettes	90,—	90,—
293	Lomé-ville	Impôt personnel indigène catégorie supérieure	2.650,—	
		C. A. à la C. M.	132,50	
		R. P.	625,—	3.407,50
294	—	Licences	262,50	
		C. A. à la C. M.	13,15	275,65
295	—	Patentes	7.477,50	
		C. A. à la C. M.	373,90	7.851,40
296	—	Population flottante	750,—	
		C. A. à la C. M.	37,50	787,50
297	—	Armes perfectionnées	240,—	
		C. A. à la C. M.	12,—	252,—
298	—	Armes non perfectionnées	16,—	
		C. A. à la C. M.	0,80	16,80
299	—	Bicyclettes	435,—	
		C. A. à la C. M.	21,75	456,75
300	Lomé-subdi-	Patentes	2.625,—	2.625,—
301	vision	Licences	150,—	150,—
302	—	Armes non perfectionnées	464,—	464,—
303	—	Bicyclettes	555,—	555,—
TOTAL			53.393,82	53.393,82

La date de mise en recouvrement de ces rôles a été fixée au 23 janvier 1939.

Société indigène de prévoyance

Par arrêté n° 33 du :

18 janvier 1939. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire, quatrième trimestre 1938, des cotisations de la société indigène de prévoyance de Mango arrêté à la somme de quarante cinq francs.

Vente des arachides

Par décision n° 35 du :

12 janvier 1939. — L'interdiction de la vente des arachides dans le cercle du sud, prévue à l'article 1^{er} de la décision n° 262 du 8 avril 1938, est levée à compter du 15 janvier 1939 en ce qui concerne le nouveau territoire de ce cercle, tel qu'il résulte de l'arrêté n° 585 du 20 octobre 1938, c'est-à-dire les subdivisions de Lomé et de Tsévié.

Par décision n° 42 du :

17 janvier 1939. — L'interdiction de la vente des arachides dans le cercle du sud, telle qu'elle est prévue à l'article 1^{er} de la décision n° 262 du 8 avril 1938, est levée à compter du 1^{er} février 1939 en ce qui concerne la partie de ce cercle constituée par l'ex-subdivision d'Anécho dont le rétablissement en cercle a été décidée par arrêté n° 585 du 20 octobre 1938.

Enseignement

Certificat de fin d'études primaires élémentaires

Session de 1938

LISTE DES CANDIDATS ADMIS
CLASSÉS PAR ORDRE DE MÉRITE

- 1 Mensah Berthe, école régionale de Lomé.
- 2 Forson Catherine, école régionale de Lomé.
- 3 Attisso Afanchao, école régionale d'Anécho.

- 4 Dossen Robert, mission catholique de Lomé.
- 5 Feliho Antoine, mission catholique de Lomé.
- 6 Gbetie Marie-Thérèse, candidate libre de Lomé.
- 7 Mensah Hélène, mission évangélique de Lomé.
- 8 Vovor Vincent, candidat libre de Lomé.
Agossou Amouzounvi, école régionale d'Anécho.
Alandou Laurent, école régionale d'Atakpamé.
- 11 Messanh Paul, école régionale de Lomé.
- 12 Date Mathieu, école régionale de Lomé.
- 13 Awou Koffi, école régionale de Lomé.
- 14 Djomati Amouzou, école régionale de Lomé.
- 15 Christophe François, mission catholique de Lomé.
- 16 d'Almeida Augustin, mission évangélique de Lomé.
- 17 Jumini Frédéric, école régionale de Lomé.
Lawson Clément, école régionale d'Anécho.
- 19 Gbanda Aké André, école régionale de Lomé.
Alissoutin Guillaume, école régionale d'Anécho.
- 21 Nayo Manassé, école régionale d'Atakpamé.
- 22 Aguiar Barthélemy, école régionale de Lomé.
Komlan Kouma, école régionale d'Anécho.
Kengbo Daniel, mission protestante de Palimé.
- 25 Attiogbé Théophile, école régionale de Lomé.
Koué Jean, mission catholique de Lomé.
- 27 Dadzie Emmanuel, mission catholique de Lomé.
- 28 Konou Félix, école régionale de Palimé.
Mawupé Valentin, mission catholique de Palimé.
- 30 Mensah Akouété, école régionale de Lomé.
- 31 Kouéviakoué Jean, candidat libre de Lomé.
- 32 d'Almeida Pierre, mission catholique de Lomé.
Eppou Philippe, école régionale de Lomé.
Kpadé Messanvi, école régionale d'Anécho.
- 35 Djahlin Alphonse, école régionale de Lomé.
Koudowovoh Kagni, école régionale d'Anécho.
Koussougbo John, école régionale d'Anécho.
Lawson Emmanuel, mission catholique d'Anécho.
- 39 Assogbavi Davéou, école régionale d'Atakpamé.
- 40 Kpogno Charles, mission évangélique de Lomé.
Kékéh Jean, mission catholique d'Atakpamé.
- 42 Tossou Tchégnon, école régionale de Lomé.
Abevi Damado, école régionale d'Anécho.
Mensah Martine, école régionale d'Atakpamé.
Bakpassi Atalo, école régionale de Sokodé.
- 46 Yevo Nathaniel, école régionale d'Atakpamé.
- 47 Ahjee Véronique, école des sœurs de Lomé.
Tignonkpa Apou, école régionale de Sokodé.
- 49 Athanase Vincent, mission catholique de Palimé.
Joseph Paul, école régionale de Lomé.
- 51 Barrigah Ebénézer, école régionale de Lomé.
Gbone Martin, école régionale de Lomé.
Motcho Louis Pascal, école régionale de Lomé.
- 54 Logossou Pierre, mission catholique de Lomé.
Koassi Emmanuel, école régionale d'Atakpamé.
Ahadjie Kouadjovie, candidat libre de Palimé.
- 57 Kokou Benjamin, école régionale de Lomé.
- 58 Agba Marcel, mission catholique de Palimé.
- 59 Sanvee Elise, école régionale d'Anécho.
- 60 Amigo Simon, mission évangélique de Lomé.
Carl Georges, école régionale de Lomé.
- 62 Johnson Céline, école régionale d'Anécho.
Ekpon Godwin, mission protestante de Palimé.
Mihindji Sossa, école régionale d'Anécho.
- 65 Bucknor Pierre, école régionale de Lomé.
Sokpor Jean, mission évangélique de Lomé.
Apemehoué Mounghono, école rég. d'Anécho.
- 68 Amoussou James, école régionale d'Anécho.
Fado Bossou école régionale d'Atakpamé.
Mikotse Athanase, école régionale de Palimé.
Seddor Emmanuel, école régionale de Sokodé.
Adade Joseph, mission catholique de Lomé.
Locoh Sylvestre, école régionale de Lomé.
- 74 Agbenou Sébastien, mission évangélique de Lomé.
Comla Etienne, mission catholique de Lomé.
de Souza Ambroise, école régionale de Lomé.
- 77 Tournet Antoinette, école des sœurs de Lomé.
Atsu Jean, mission catholique de Palimé.
- 79 Trede Mercy, mission protestante d'Agou.
- 80 Lawson Christine, mission évangélique de Lomé.
Gbodui Edouard, mission catholique de Palimé.
- 82 Ekoué Kodjovi, école régionale d'Anécho.
Kusade Emmanuel, mission catholique d'Anécho.
- 84 Laté Daniel, mission évangélique de Lomé.
- 85 Randolph Xavier, école régionale d'Anécho.
Tete Gérard, mission catholique de Palimé.
- 87 Edorh Johannès candidat libre de Lomé.
- 88 Agbodo Louis, école régionale de Lomé.
Lawson Sébastien, école régionale de Lomé.
Birama Lucie, école des sœurs d'Anécho.
Tovieku Emile, mission catholique de Palimé.
- 92 Dom Moïse, mission évangélique de Lomé.
Anani Emmanuel, mission catholique d'Anécho.
Gbikpi Right, mission wesleyenne d'Anécho.
Kende Théophile, école régionale d'Atakpamé.
- 96 Ames Frantz, école régionale de Lomé.
Lawson Laté, école régionale de Palimé.
- 98 Eklou Joseph, mission catholique de Lomé.
Lawson Oscar, mission évangélique de Lomé.
Nadio Assakoua, école régionale de Lomé.
Kodjo Kokou, école régionale de Palimé.
- 102 Ahebla Elie, école régionale de Lomé.
Gbikpi Afangnihun, école régionale d'Anécho.
- 104 Homawoo Laurent, candidat libre de Lomé.
Foly Philomène, école des sœurs d'Anécho.
- 106 Thomas Alex, école régionale de Lomé.
Odoom Ephraïm, école régionale d'Atakpamé.
Ayigan Joseph, école régionale de Palimé.
- 109 Djikunu Charles, mission catholique de Lomé.
Kokou Nathaniel, école régionale de Lomé.
Nyatepe Ruben, école régionale d'Anécho.
- 112 Amegan Cyrille, mission catholique de Lomé.
Amorin Eulalie, école des sœurs de Lomé.
Broohm Benoît, école régionale de Lomé.
Amavi Kommandan, école régionale d'Anécho.
Amouzou Etienne, école régionale d'Atakpamé.
Segbename Erasme, mission protestante d'Agou.
- 118 Bruce Georges, mission évangélique de Lomé.
Kuwonou Siegfried, école régionale de Palimé.
- 120 M'bessi Gabriel, mission catholique de Lomé.
Kouteme Engelbert, candidat libre d'Atakpamé.
Aladzi Cléophas, mission catholique de Palimé.
Yao René, mission protestante de Palimé.
- 124 Kouakou Marc, mission catholique de Lomé.
Sogodzo Ernest, cours populaire du soir de Lomé.
Sowou Benjamin, école régionale de Lomé.
Salou André, mission catholique d'Anécho.
Assimaci Warnfried, école régionale de Palimé.
- 129 Bedzra Clément, mission catholique de Lomé.
Afandomi Dovi, école régionale d'Anécho.
Edorh Semanou, école régionale d'Anécho.

- 132 Afokpa Mathieu, mission évangélique de Lomé.
Magloe Jean, mission catholique de Lomé.
Dzokote Georges, mission catholique de Palimé.
- 135 Kunake Jean, mission catholique de Lomé.
Mensah Comfort, mission évangélique de Lomé.
Dotse Herman, école régionale de Palimé.
- 138 Azankpo Emmanuel, école régionale de Lomé.
Djogbessi Richard, mission catholique d'Anécho.
Lawson Théophile, cours populaire du soir d'Anécho.
Lawson André, école régionale d'Anécho.
Kemeh Thomas, mission protestante d'Atakpamé.
Koutowogbe Raphaël, mission protestante d'Agou.
- 144 Johnson Antoine, école régionale de Lomé.
- 145 Zobinou Gabriel, mission catholique d'Anécho.
Kpakote Guillaume, mission catholique de Palimé.
- 147 Olympio Jules, école régionale de Lomé.
Djossou Ayéna, école régionale d'Anécho.
Lawson Philippe, mission catholique d'Anécho.
Koutcho André, mission catholique d'Atakpamé.
N'tsoudja Yawo, école régionale de Palimé.
Akakpo André, école régionale de Lomé.
Kpakote Emmanuel, mission catholique de Palimé.
- 154 Ayivi Cécile, école des sœurs de Lomé.
Soumbey Jonas, mission protestante d'Atakpamé.
Dovi Aflim, école régionale de Palimé.
Mensah Lucas, mission catholique de Palimé.
- 158 Abiassi Sébastien, mission catholique de Lomé.
Kouleawome Daniel, mission évangélique de Lomé.
Hospice Sagbo, école régionale d'Atakpamé.
- 161 Kondo Adokou, école régionale de Lomé.
Woamie Emmanuel, mission catholique de Palimé.
Morou Adam, école régionale de Sokodé.
- 164 Amekoulafe Chrétien, mission protes. de Palimé.
N'konou Anani, école régionale de Lomé.
Alogbolo Jean, mission évangélique de Lomé.
de Souza Ernest, mission évangélique de Lomé.
- 168 Adanlete Louis, mission catholique de Lomé.
Amedeka Emmanuel, mission évang. de Lomé.
Senaya Gabriel, mission catholique de Lomé.
Koffi Raphaël, mission catholique de Palimé.
- 172 Djabaku Bernard, mission catholique de Lomé.
Kpeba Enile, mission protestante d'Atakpamé.
- 174 Adjevi Louis, mission catholique de Lomé.
Folly Augustin, mission catholique de Lomé.
Nyavor Daniel, mission évangélique de Lomé.
- 177 Messanh Antoine, école régionale de Lomé.
Dzissenou Félix, mission catholique de Palimé.
- 179 Dogbo Siegfried, cours popul. du soir d'Atakpamé.
- 180 Dosseh Alex, mission catholique de Lomé.
Gnassounou Dossouvi, école régionale de Lomé.
Foli Amouzou, école régionale d'Anécho.
Adigbli Mathieu, mission protestante d'Agou.
Akole Rose, mission protestante d'Agou.
- 185 Dokoe Daniel, mission évangélique de Lomé.
Atayi Ayité Joseph, école régionale d'Anécho.
Moevi Jacob, mission wesleyenne d'Anécho.
Eduole Paul, mission catholique de Palimé.
- 189 Ignace Gabriel, mission catholique de Lomé.
Senyo Jonathan, mission protestante d'Atakpamé.
Adjevi Eusèbe, mission catholique de Palimé.
Akoubia David, école régionale de Palimé.
- 193 Koueviakoue André, mission catholique de Lomé.
Mensah Michel, mission catholique de Lomé.
Tete Samuel, mission évangélique de Lomé.
Toglo Salomon, école régionale d'Anécho.
Agbessi Jean, mission protestante de Palimé.
- 198 Afenuvor Michel, mission catholique de Lomé.
Dogbe Somé, école régionale d'Anécho.
Kuaku Cécile, école des sœurs d'Anécho.
Messanvi Kodjo, mission catholique d'Anécho.
Abalo Antoine, mission catholique d'Atakpamé.
Voulo Joseph, mission protestante de Palimé.
- 204 Doufodji Renaud, cours populaire du soir de Lomé.
Johnson Raymond, école régionale de Lomé.
- 206 Attiogbé Simon, mission catholique d'Anécho.
Sognigbe David, cours populaire du soir d'Anécho.
Agbotsou Chrétien, mission protestante de Palimé.
Kunkel François, mission catholique de Lomé.
- 210 Ayayi Ferdinand, cours populaire du soir de Lomé.
Cadiry Winfried, école régionale de Lomé.
Nodor Louis, mission catholique de Togoville.
D'Almeida Etienne, mission cath. d'Atakpamé.
Houtsrou Roudolphe, mission protestante d'Agou.
- 215 Agbeadji Isidore, mission catholique de Lomé.
Gbomh Tossou, école régionale d'Atakpamé.
Tchaou Leguessime, école régionale d'Atakpamé.
- 218 Dissou Koffi, école régionale d'Anécho.
Kalipé Kaboli Hubert, cours pop. du soir d'Anécho.
Randolph Symphorien, école régionale d'Anécho.
- 221 Attiglah Samuel, école régionale de Lomé.
- 222 Akouété Rose, cours populaire du soir de Lomé.
Pognon Joseph Marius, c. p. du soir d'Atakpamé.
- 224 Adjogan Samuel, mission protestante de Palimé.
Wozouphia Jonas, école protestante d'Agou.
- 226 Venance Léonard, mission catholique de Lomé.
D'Almeida Félix, candidat libre d'Anécho.
Tsogbe Edouard, mission catholique de Togoville.
Tèvi Agnès, école régionale de Palimé.
- 230 Atsu Kouma Elias, école régionale de Palimé.
Magloe Joseph, mission catholique de Palimé.
- 232 Akouegnon Thomas, cours pop. du soir d'Anécho.
- 233 Akedjo Emmanuel, mission catholique de Lomé.
Gbedey Samuel, candidat libre de Lomé.
Hadjinou Félicien, mission catholique d'Anécho.
Mignonuikpo Daniel, mission cath. de Togoville.
Ahadji Seth, mission protestante de Palimé.
- 238 Nubukpo Emmanuel, cours pop. du soir de Lomé.
- 239 Sevi Comlan, candidat libre de Palimé.
- 240 Keke Athanasios, mission catholique de Lomé.
Ketonou Moïse, mission catholique de Lomé.
Koudaya Roudolphe, école régionale d'Anécho.
Kegloh Alfred, mission catholique d'Atakpamé.
- 244 Padonou Maurice, candidat libre de Lomé.
- 245 Adjali Clément, école régionale de Palimé.
Agboso Emmanuel, mission catholique de Palimé.
- 247 Amovin Denis, mission catholique de Lomé.
Koudoyor Folicoué, école régionale de Lomé.
Kagni Ebénézer, cours populaire du soir de Lomé.
Agnonoe Emmanuel, mission cath. de Palimé.
- 251 Aholu Wendelin, mission catholique de Lomé.
Amoudji Alfred, mission protestante d'Atakpamé.
- 253 Anani François, mission catholique de Lomé.
Adjosse Michel, école régionale d'Atakpamé.
- 255 Gbedemah Emmanuel, mission évang. de Lomé.
- 256 Huzuke Casimir, mission catholique de Lomé.
- 257 Sancaredja Morou, école régionale de Mango.
- 258 Bedi Ohounou, école régionale d'Atakpamé.
- 259 Kodjo Kouassi, école régionale de Lomé.
- 260 Kouevi Ayi Pierre, candidat libre de Lomé.
Lawani Aboudou, école régionale d'Atakpamé.
- 262 Ahadji Laurent, mission catholique de Lomé.
Kolevi Clément, cours populaire du soir d'Anécho.
- 264 Assiongbon Simon, cours pop. du soir d'Anécho.
- 265 Amouzou Samuel, mission évangélique de Lomé.
Anifrani Japhet, mission protestante d'Atakpamé.
Akogo Benjamin, mission protestante d'Agou.
- 268 Abalo Simon, mission catholique de Lomé.
- 269 Galley Benjamin, mission évangélique de Lomé.
- 270 Anthony Emmanuel, mission évangélique de Lomé.
- 271 Dobou David, mission protestante d'Agou.

Prix de gros de diverses marchandises

			31 Déc. 1938	7 Janv. 1939
Farine de consommation	Paris	100 kgs.	308,—	308,—
Avoines	—	—	92,25	98,50
Seigles de Beauce (départ)	—	—	116,50	117,50
Orge de Beauce (départ)	—	—	114,50	108,—
Maïs Indochine	Marseille	—	112,25	115,25
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	75,—	80,80
Riz, Saïgon n° 1	Le Havre	—	140,—	140,—
Pâtes alimentaires, 1 ^{er} choix	Lyon	—	635,—	635,—
Bœuf	La Villette	kg.	10,10	10,20
1° — qualité	—	—	8,40	8,20
2° — qualité	—	—	15,80	15,70
Veau	—	—	14,20	14,10
1° — qualité	—	—	19,50	20,—
2° — qualité	—	—	15,50	16,—
Mouton	—	—	14,—	13,42
1° — qualité	—	—	12,86	12,42
2° — qualité	—	—		
Vin rouge, Béziers 9°		Le degré hectol.	16,—	—
Beurres	Paris	kg.	30,56	30,48
Charente, Poitou	—	—	30,06	29,98
Normandie, (centr.)	—	—	14,60	14,70
Fromages	—	—	12,—	12,60
Comté	—	—		
Port-salut	—	—		
Huile arachide supérieure	Marseille	100 kgs.	490,—	492,50
Huile d'olive Tunisie	—	—	—	—
Sucre	Paris	—	321,75	327,—
Blanc n° 3	Lyon	—	582,50	587,50
Raffiné	Le Havre	50 kgs.	235,25	235,—
Café Santos good à l'entrepôt	—	—	198,50	198,50
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt	—	—	598,—	598,—
Fonte de moulage n° 3	Base Longwy	la tonne	157,—	168,—
Aciers marchands	Paris	100 kgs.	1.029,—	1.028,—
Cuivre en lingots	Le Havre	—	4.577,—	4.558,—
Etain Détroits	—	—	356,50	344,50
Plomb, marques ordinaires	—	—	357,50	331,—
Zinc, bonnes marques	Le Havre ou Paris	—	183,—	183,—
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord	—	la tonne	414,—	408,—
Coton américain	Le Havre	50 kgs.	37,40	36,40
Laine peignée	Roubaix	kg.	1.398,—	1.416,—
Lin de Russie C. A. F. ports français	—	100 kgs.	707,50	707,50
Chanvre indigène, Anjou, Sarthe	—	—	346,—	356,—
Jute First mark, C. A. F. ports français	—	—	172,—	178,50
Soie grège Cévennes	Lyon	kg.	279,26	279,26
Peaux de bœufs	Paris	50 kgs.	265,—	265,—
Bœufs moyens	Le Havre	—	39,50	39,50
Rio de Janeiro, salés	—	kg.	282,50	282,50
Cuir à semelle	—	100 kgs.	365,—	365,—
Suif indigène	Paris	hectolitre	100,—	100,—
Alcool dénaturé	—	100 kgs.	128,50	128,50
Carbonate de soude	Dunkerque	—	168,03	168,03
Nitrate de soude synthétique	Paris	—	9,80	9,80
Benzol	—	le mètre	640,—	640,—
Bois de Sapin madrier	—	le m3.	14,30	14,30
Chêne	—	kg.	335,—	335,—
Caoutchouc	Marseille	100 kgs.	330,—	330,—
Savon blanc extra 72%	Bordeaux	—	287,60	287,60
Sulfate de cuivre	Départ usine	la tonne		
Ciment Portland artificiel	—	—		

Textes publiés à titre d'information

Application de l'article 5 de la loi du
12 juillet 1937 portant amnistie

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 2 décembre 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 12 juillet 1937, portant amnistie, a prévu, en son article 5, que les fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers des services publics ou concédés, qui ont été privés de leur emploi en exécution d'une sanction disciplinaire motivée par des faits amnistiés, pourraient être réintégrés, sur l'avis d'une commission spéciale.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de présenter à votre signature, après l'avoir soumis aux délibérations du Conseil d'Etat, a pour objet, conformément aux dispositions du 4^e paragraphe de l'article 5 susvisé, de fixer la composition, la procédure et les pouvoirs des commissions qui auront à connaître des demandes de réintégration émanant des fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers des administrations et établissements de l'Etat et des services concédés par l'Etat.

Nous avons estimé qu'il convenait de donner aux organismes visés ci-dessus un caractère paritaire. Sous la présidence du haut fonctionnaire le plus élevé en grade — et, à égalité de grade, le plus ancien — de chaque administration centrale, lequel ne prend part au vote qu'en cas de partage égal des voix, chacune de ces commissions comprend, en effet, deux représentants de l'administration ou des services concédés, et deux délégués élus par le personnel.

Saisies par les intéressés des demandes de réintégration que le ministre n'aura pas cru pouvoir accueillir, ces commissions disposeront des pouvoirs les plus étendus pour juger si les postulants sont bénéficiaires de la loi du 12 juillet 1937 et, dans l'affirmative, s'ils réunissent les conditions d'aptitude morale, physique et professionnelle requises pour l'exercice des fonctions qui leur seraient confiées.

En exécution des prescriptions de la loi, le ministre devra prendre une décision conforme aux conclusions de la commission.

Les dispositions du projet de décret ci-annexé répondent aux intentions du législateur comme aux légitimes désirs des fonctionnaires, agents et ouvriers intéressés.

Elles permettront, nous en sommes convaincus, une prompte et équitable application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1937.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le président, l'hommage de notre profond respect.

Le président du conseil,
Camille CHAUTEUPS.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Vincent AURIOL.

Le ministre de l'intérieur,
Marx DORMOY.

Le ministre des affaires étrangères,
Yvon DELBOS.

Le ministre des finances,
Georges BONNET

Le ministre de la défense nationale
et de la guerre,
Edouard DALADIER.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
Pierre COT.

Le ministre de l'éducation nationale,
Jean ZAY.

Le ministre des travaux publics,
Henri QUEUILLE.

Le ministre du commerce,
Fernand CHAPSAL.

Le ministre de l'agriculture,
Georges MONNET.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Le ministre du travail,
André FÉVRIER.

Le ministre des pensions,
Albert RIVIÈRE.

Le ministre des postes, télégraphes
et téléphones,
Jean LEBAS.

Le ministre de la santé publique,
Marc RUCART.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances, du ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de la marine, du ministre de l'air, du ministre de l'éducation nationale, du ministre des travaux publics, du ministre du commerce, du ministre de l'agriculture, du ministre des colonies, du ministre du travail, du ministre des pensions, du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du ministre de la santé publique;

Vu l'article 5 de la loi du 12 juillet 1937 portant amnistie, et notamment les paragraphes 4 et 5 ainsi conçus :

« Les fonctionnaires pouvant bénéficier de la présente amnistie et qui n'auront pas été réintégrés pourront saisir de leur demande le ministre qui consultera une commission dont la procédure et les pouvoirs seront fixés par un décret pris en forme de règlement d'administration publique.

« Cette commission, dont les avis seront obligatoires, jugera si le postulant est en mesure d'exercer les fonctions qui lui seraient confiées »;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1937, portant amnistie, il est institué, auprès de chaque département ministériel, une commission chargée d'examiner les demandes de réintégration formées par les fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers des administrations et des établissements de l'Etat qui, en exécution d'une peine disciplinaire, ont dû quitter les cadres.

Cette commission est composée :

Le secrétaire général du ministère, ou, à défaut, un directeur général ou un directeur, et, à égalité de grade, le plus ancien, président;

Le directeur ou chef de service de l'administration centrale dont relève l'intéressé, ou son suppléant, et un autre directeur désigné par le ministre;

Deux délégués élus par le personnel et appartenant à la même catégorie que l'agent en cause. Ces délégués seront les représentants élus par le personnel au conseil de discipline chaque fois qu'ils existent.

Les délibérations de la commission ne sont valables que si tous ses membres sont présents ou régulièrement suppléés.

Le président ne prend part au vote qu'en cas de partage égal des voix.

ART. 2. — Si, dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent décret, l'administration n'a pas décidé la réintégration des fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers privés de leur emploi par mesure disciplinaire, soit définitivement, soit temporairement, ceux-ci devront, alors même qu'ils se seraient antérieurement mis en instance, faire connaître au ministre de qui dépend l'emploi qu'ils occupaient, qu'ils entendent porter leur demande de réintégration devant la commission instituée par l'article 1^{er} du présent décret.

Leur requête devra être déposée dans un délai de douze mois dont le point de départ est fixé à la date d'expiration du délai prévu au premier paragraphe du présent article.

Il sera accusé réception de cette requête dans un délai de quinze jours.

ART. 3. — Dans le mois de la réception de la requête, le ministre, s'il ne décide pas de donner satisfaction au requérant, saisira de ladite requête la commission qui devra se prononcer dans un délai de deux mois.

ART. 4. — La commission examinera :

1^o — Si le postulant a quitté les cadres de l'administration en exécution d'une mesure disciplinaire pour des faits commis antérieurement au 2 mai 1937;

2^o — Si ces faits n'ont pas constitué des manquements à la probité, aux bonnes mœurs, à l'honneur, ou aux règles essentielles établies pour la sécurité publique ou imposées par la gestion des caisses publiques ou le maniement des deniers d'autrui;

3^o — Si l'intéressé est moralement, physiquement et professionnellement apte à reprendre place dans les cadres de l'administration.

La commission, qui pourra exiger toutes justifications utiles, notamment sur les aptitudes actuelles de l'intéressé, conclura, par un avis motivé, soit au rejet de la demande, soit à la réintégration du postulant dans son emploi, sans qu'il puisse prétendre à l'affectation qu'il avait au moment où il a été frappé de la peine disciplinaire. Le ministre prendra une décision conforme aux conclusions de la commission.

ART. 5. — Il est institué, auprès de chaque département ministériel dont relèvent des services publics concédés par l'Etat, une commission chargée d'examiner les demandes de réintégration formées par les agents, employés et ouvriers desdits services, bénéficiaires des dispositions de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1937.

ART. 6. — Cette commission est ainsi composée :

Le secrétaire général du ministère dont dépend le service concédé, ou, à défaut, un directeur général ou un directeur, et, à égalité de grade, le plus ancien, président.

La personne chargée de la direction du service concédé ou son suppléant.

Le directeur de l'administration centrale du ministère dont relève le service public concédé, qui a dans ses attributions le contrôle dudit service, ou son suppléant.

Deux délégués élus par le personnel et appartenant à la même catégorie que l'agent en cause. Ces délégués seront les représentants élus par le personnel au conseil de discipline chaque fois qu'ils existent.

Les délibérations de la commission ne sont valables que si tous ses membres sont présents ou régulièrement suppléés.

Le président ne prend part au vote qu'en cas de partage égal des voix.

ART. 7. — Les dispositions des articles 2, 3 et 4 du présent décret sont applicables aux commissions instituées par l'article 5 ci-dessus.

ART. 8. — Les dispositions des articles 5, 6 et 7 du présent décret ne sont pas applicables aux employés et ouvriers des chemins de fer, dont la réintégration est régie par le paragraphe 7 de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1937.

ART. 9. — Le président du conseil, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances, le ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de la marine, le ministre de l'air, le ministre de l'éducation nationale, le ministre des travaux publics, le ministre du commerce, le ministre de l'agriculture, le ministre des colonies, le ministre du travail, le ministre des pensions, le ministre des postes, télégraphes et téléphones et le ministre de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 3 décembre 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,

Camille CHAUTEMPS.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Vincent AURIOL.

Le ministre de l'intérieur,

Marx DORMOY.

Le ministre des affaires étrangères,
Yvon DELBOS.

Le ministre des finances,

Georges BONNET.

*Le ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de la marine,

C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
Pierre COT.

Le ministre de l'éducation nationale,

Jean ZAY.

Le ministre des travaux publics,
Henri QUEUILLE.

Le ministre du commerce,

Fernand CHAPSAL.

Le ministre de l'agriculture,
Georges MONNET.

Le ministre des colonies,

Marius MOUTET.

Le ministre du travail,
André FÉVRIER.

Le ministre des pensions,

Albert RIVIERE.

*Le ministre des postes, télégraphes
et téléphones,*

Jean LEBAS.

Le ministre de la santé publique,

Marc RUCART.

INSTRUCTION sur l'application aux fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers de l'Etat, des dispositions de la loi du 12 juillet 1937 portant amnistie.

Paris, le 3 décembre 1937.

I. — Textes

Aux termes du premier paragraphe de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1937 « amnistie pleine et entière est accordée à tous les faits commis antérieurement au 2 mai 1937 ayant donné lieu ou pouvant donner lieu contre les fonctionnaires, agents, employés ou ouvriers des services publics ou concédés à des peines disciplinaires ».

Le second paragraphe du même article stipule que « les décisions ayant entraîné un arrêt dans l'avancement d'un fonctionnaire donneront lieu à l'application de l'amnistie, même lorsqu'elles n'auront pas été prononcées par une juridiction disciplinaire si, ultérieurement, le caractère disciplinaire a été reconnu à des décisions similaires ».

Sont exclus du bénéfice de l'amnistie (3^e paragraphe de l'article 5) « les faits ayant donné lieu ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires pour manquements à la probité, aux bonnes mœurs, à l'honneur ou aux règles essentielles établies pour la sécurité publique ou imposées par la gestion des caisses publiques ou le maniement des deniers d'autrui ».

La réintégration des fonctionnaires, agents et ouvriers bénéficiaires de la loi est réglée par les dispositions suivantes (§§ 4 et 5 de l'article 5) :

« Les fonctionnaires pouvant bénéficier de la présente amnistie et qui n'auront pas été réintégrés, pourront saisir de leur demande le ministre qui consultera une commission dont la procédure et les pouvoirs seront fixés par un décret pris en forme de règlement d'administration publique.

« Cette commission, dont les avis seront obligatoires, jugera si le postulant est en mesure d'exercer les fonctions qui lui seraient confiées ».

D'autre part, l'article 14 de la loi d'amnistie interdit « de rappeler ou de laisser subsister, sous quelque forme que ce soit, dans tout dossier administratif ou autre document quelconque concernant les fonctionnaires, agents, employés ou ouvriers des services publics ou concédés, des départements ou des communes, les peines disciplinaires effacées par l'amnistie ».

La présente instruction a pour objet de préciser les règles suivant lesquelles les dispositions visées ci-dessus doivent être appliquées aux fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers de l'Etat. Des instructions ultérieures émanant des départements ministériels intéressés, fixeront les modalités d'application de la loi dont il s'agit aux agents, employés ou ouvriers des services concédés de l'Etat, d'une part, et aux fonctionnaires, agents, employés ou ouvriers des services publics ou concédés des départements et des communes, d'autre part. En outre, des instructions spéciales indiqueront dans quelle mesure et selon quelles modalités les textes visés ci-dessus sont applicables aux territoires d'outre-mer.

II. — Principes généraux

L'amnistie est un acte législatif (1) qui a pour effet d'effacer le caractère délictueux de catégories de faits limitativement énumérées, et commis pendant une période ou avant une date déterminée.

De cette définition, il résulte que :

(1) La loi constitutionnelle du 25 février 1875 dispose que les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi.

1^o — Les fonctionnaires amnistiés ne sauraient prétendre qu'ils ont subi un préjudice en exécution de la sanction disciplinaire régulière qui les a frappés. Aucun droit, en effet, n'a été violé par ladite sanction.

En conséquence, les lois portant amnistie ne peuvent entraîner l'attribution d'indemnité revêtant le caractère d'une réparation, ni le reversement ou le remboursement des sommes retenues en raison de la sanction disciplinaire appliquée aux agents ;

2^o — L'amnistie supprime les conséquences juridiques de la sanction ; toutefois, elle ne peut faire abstraction des circonstances de fait postérieures à la sanction qui peuvent s'opposer, temporairement ou définitivement, à ce qu'elle produise tous ses effets théoriquement possibles.

C'est ainsi que, sauf prescription législative en sens contraire, il ne saurait être question de créer un poste ou d'ouvrir, par un moyen exceptionnel, une vacance en vue de permettre la réintégration de l'agent amnistié ; que, pour la période pendant laquelle l'intéressé s'est trouvé éloigné de ses fonctions, le traitement et les indemnités attachés à l'emploi considéré ne peuvent être servis, etc.

Il convient d'ajouter que l'amnistie laisse intacts les droits des tiers.

III. — Faits amnistiés

La loi du 12 juillet 1937 vise tous les faits ayant donné lieu ou susceptibles de donner lieu à poursuites devant une juridiction disciplinaire, *commis avant le 2 mai 1937*, que ces faits aient été ou non sanctionnés par une peine disciplinaire.

En conséquence, les faits commis avant le 2 mai dernier, quelle que soit la date à laquelle ils remontent — même si cette date est antérieure à la loi ou aux lois d'amnistie précédentes — sont couverts par l'amnistie. Les instructions en cours devront donc être arrêtées, sous réserve des exclusions visées au paragraphe 4 ci-dessous.

Les sanctions prononcées seront annulées suivant les modalités qui seront exposées aux paragraphes 5, 6, 7 et 8 suivants.

IV. — Faits exclus du bénéfice de la loi

Les faits qui constituent des manquements à la probité, aux bonnes mœurs ou qui entachent l'honneur des fonctionnaires, agents ou ouvriers de l'Etat sont exclus du bénéfice de la loi.

Il en est de même, dans un ordre plus particulier, pour les manquements aux règles essentielles établies pour la sécurité publique, ou aux règles imposées par la gestion des caisses publiques ou le maniement des deniers d'autrui.

Il est superflu d'insister sur le caractère des faits ainsi exclus.

Il appartient donc aux diverses administrations avant de procéder à l'application de la loi, d'apprécier si les faits qui ont donné lieu à des peines disciplinaires ou qui ont motivé des instructions devant les conseils de discipline, ne rentrent pas dans les catégories visées ci-dessus.

S'il apparaît que les faits incriminés sont amnistiés, il y aura lieu de se conformer aux prescriptions ci-après indiquées.

V. — Effets généraux de la loi du 12 juillet 1937

En principe, une distinction doit être faite selon qu'il s'agit, soit d'agents ou d'ouvriers frappés de peines disciplinaires pour manquements ou fautes professionnelles, soit d'agents ou d'ouvriers qui ont été l'objet de sanctions pour faits d'ordre corporatif ou syndical ou bien d'ordre politique.

En ce qui concerne les premiers, il conviendra de leur restituer, selon les modalités exposées sous la rubrique VI (§ 1^o et 2^o A), ci-dessous, *la situation administrative qu'ils occupaient* avant l'intervention de la sanction disciplinaire.

En ce qui touche les seconds, le gouvernement a décidé, dans un esprit d'apaisement, de supprimer dans toute la mesure où les circonstances de fait le permettront, les conséquences de la sanction disciplinaire.

Par suite, les intéressés devront être placés, au moment où la loi leur sera appliquée, *dans la situation administrative qu'ils auraient acquise* si aucune sanction n'avait été prise à leur encontre.

Il y a lieu de noter toutefois, que :

1^o — Cette distinction est sans objet en ce qui concerne les peines visées sous la rubrique VI ci-dessous (§ 1^{er});

2^o — Les mesures appliquées en vue de la reconstitution de la carrière qu'auraient normalement parcourue les agents qui, frappés de sanctions disciplinaires pour faits d'ordre corporatif ou politique, ont été amnistiés, peuvent porter un sérieux préjudice à d'autres fonctionnaires (par exemple, en infligeant à ces derniers un déclassement considérable sur la liste d'ancienneté ou en retardant de façon excessive leur accession au grade ou à la classe supérieure).

Les cas de cette nature devront être déferés, pour avis, à la commission instituée par le 4^e paragraphe de l'article 5 de la loi.

VI. — Effets de l'amnistie sur les peines n'ayant pas entraîné privation définitive ou temporaire de l'emploi

1^o — PEINES POUR LESQUELLES AUCUNE DISTINCTION NE PEUT ÊTRE ÉTABLIE D'APRÈS LA NATURE DES FAITS AMNISTIÉS (MANQUEMENTS PROFESSIONNELS OU FAITS D'ORDRE CORPORATIF OU POLITIQUE).

a) Avertissement, réprimande, blâme, censure.

Toute trace desdites peines doit disparaître du dossier. Au cas où l'application de ces sanctions aurait entraîné, en vertu des prescriptions réglementaires, ou même par suite d'une simple pratique administrative, un arrêt ou un retard dans l'avancement de grade ou de classe, des agents en cause, il conviendrait de se conformer aux indications fournies ci-dessous, sous les rubriques e et f.

b) Réduction ou suppression de congé, ou de gratification; assujettissement à un ou plusieurs services hors tours.

Si ces mesures n'ont pas été suivies d'effet, elles seront abandonnées. Si elles sont réalisées, toute trace desdites mesures doit disparaître des dossiers.

c) Déplacement ou envoi dans les services extérieurs.

S'il n'est pas encore réalisé et s'il est uniquement basé sur une décision disciplinaire, le déplacement décidé ou même prononcé n'a pas lieu.

S'il est réalisé, le fonctionnaire devra, *s'il le demande* et s'il n'a pas été l'objet d'une promotion de grade, être réintégré dans son ancienne résidence ou, à défaut de vacance, à proximité de celle-ci, dans un poste équivalent, par priorité sur les candidats au même poste.

d) Retenue temporaire d'une certaine quotité du traitement ou du salaire. — Diminution ou suppression de gratifications.

Si la retenue n'a pas été réalisée, c'est-à-dire si le traitement sur lequel elle a été pratiquée n'était pas encore payable à la date de la promulgation de la loi d'amnistie, elle ne saurait l'être ou, si elle l'a été, être continuée. De même, si la diminution ou la suppression de gratifications n'a pas été effectuée, (c'est-à-dire si les

gratifications en cause n'étaient pas payables à la même date) cette diminution ou suppression n'aura pas lieu.

Dans le cas contraire, les sommes retenues ou non versées demeureront acquises au trésor, selon la règle rappelée sous le paragraphe II ci-dessus, sans qu'il y ait lieu de rechercher si le paiement a été ou non effectué antérieurement au jour de la promulgation de la loi.

2^o — PEINES POUR LESQUELLES L'APPLICATION DE LA LOI NÉCESSITE UNE DISTINCTION SUIVANT LA NATURE DES FAITS AMNISTIÉS

A. — Agents frappés pour manquements professionnels

e) Radiation du tableau d'avancement. — Rétrogradation sur ledit tableau.

La mesure est réputée non avenue.

Les intéressés seront donc inscrits sur le tableau d'avancement à la place qu'ils occupaient, ou, si ce n'est plus possible, à la place qu'ils occuperaient en vertu des règles en vigueur s'ils n'avaient pas été rayés du tableau ou rétrogradés sur ce tableau.

Bien entendu, si ces agents ont été antérieurement à la date de la promulgation de la loi, réinscrits au tableau puis promus au grade ou à la classe supérieure, l'article 5 de la loi est sans effet pratique en ce qui les concerne.

S'ils ont été réinscrits au tableau mais non encore promus ils auront droit, en général, à occuper une place plus avantageuse sur ledit tableau et il conviendra, dans cette hypothèse, de leur donner satisfaction.

f) Retard dans l'avancement. — Inaptitude à l'avancement. — Ajournement d'une promotion à l'ancienneté.

Si l'intéressé n'a pas reçu d'avancement depuis l'application de la sanction, il conviendra de le replacer dans la situation où il se trouvait au moment où il a été frappé, c'est-à-dire de lui rendre les perspectives d'avancement qui s'ouvriraient devant lui à cette date.

Pour ce qui a trait à l'application du 2^o paragraphe de l'article 5, il aura lieu de se conformer aux indications suivantes :

a) Chaque fois qu'un agent ou un ouvrier qui a été retardé dans son avancement sans qu'une sanction disciplinaire ait été prise à son encontre aura sollicité le bénéfice dudit paragraphe, rechercher si d'autres agents ou ouvriers du même service ont subi un retard de même nature en exécution d'une sanction disciplinaire fondée sur des faits de même ordre;

b) Dans l'affirmative, faire bénéficier l'agent ou l'ouvrier en cause des dispositions de la loi portant amnistie conformément aux modalités prévues au présent paragraphe (voir ci-dessus).

g) Réduction d'ancienneté d'une durée déterminée.

Si l'agent ou l'ouvrier à qui a été appliquée cette peine n'a pas bénéficié depuis lors d'une promotion de classe ou de grade, la portion d'ancienneté dont il a été privé lui sera restituée au jour de la promulgation de la loi.

h) Rétrogradation ou descente de grade ou de classe.

Que l'avancement ait lieu à l'ancienneté ou qu'il soit réglé par le choix, l'agent rétrogradé sera replacé dans le grade et la classe qu'il occupait au moment où la sanction est intervenue; l'ancienneté qu'il y avait acquise au jour de sa rétrogradation lui sera rendue. En ce qui concerne la rétrogradation de grade et de classe, cette mesure ne saurait être réalisée que dans la limite des places vacantes; au cas où elle serait rendue impossible, faute de vacance, l'intéressé aurait droit à la première place disponible.

B. — Agents frappés pour faits d'ordre corporatif ou syndical ou bien d'ordre politique.

Conformément au principe rappelé sous la rubrique V de la présente instruction (*cf supra*), il convient de placer les agents qui ont été frappés d'une des peines mentionnées aux paragraphes e) f) g) et h) ci-dessus, dans la situation qu'ils occuperaient si la sanction disciplinaire n'était pas intervenue, c'est-à-dire de déterminer, en reconstituant fictivement la carrière des intéressés, le grade et la classe qui doivent leur être attribués au moment où la loi leur est appliquée.

Cette mesure ne pourra donner lieu à aucun rappel de traitement.

Bien entendu ce reclassement ne sera effectué qu'en faveur d'agents qui n'ont pas bénéficié d'une loi d'amnistie antérieure à l'occasion des faits pour lesquels ils sollicitent aujourd'hui l'application de la loi du 12 juillet 1937.

Il y aura lieu, en outre, d'appliquer aux bénéficiaires du 2^e paragraphe de l'article 5 les dispositions visées à l'alinéa (f) ci-dessus.

La reconstitution de carrière dont il s'agit devra être effectuée suivant les modalités ci-après :

a) Déterminer la situation exacte des agents frappés d'une peine disciplinaire pour faits d'ordre syndical ou corporatif ou bien d'ordre politique, au jour de l'application de la sanction (grade, classe ou échelon, ancienneté dans la classe ou l'échelon) ;

b) Calculer la période de temps qui s'est écoulée entre ladite date et la date d'application de la loi ;

c) Accorder rétroactivement, en exécution des règles qui régissent l'avancement des intéressés dans leurs cadres respectifs (ancienneté, choix, etc.), les avancements de grade ou de classe (ou d'échelon), que ceux-ci auraient pu obtenir pendant le laps de temps visé au paragraphe b, compte tenu :

Soit du rythme qui a effectivement caractérisé, pendant la période où les agents en cause se trouvaient sous le coup de la sanction disciplinaire, l'avancement des agents du même cadre qui sont comparables aux intéressés tant au point de vue de la situation administrative, (grade, classe, ancienneté, fonctions, etc.), qu'au regard de la manière de servir (en ce qui concerne les agents amnistiés il conviendra de retenir les notes professionnelles afférentes à l'année précédant celle au cours de laquelle se sont produits les faits ayant motivé la sanction).

Soit, si aucun point de comparaison ne peut être choisi, de tous éléments d'appréciation dont les administrations peuvent disposer pour établir ce qu'aurait été, en fait, le rythme de l'avancement des dits agents ;

d) Inscrire les intéressés sur des tableaux complémentaires d'avancement et les nommer ou les promouvoir rétroactivement en respectant les règles de nomination propres à chaque cadre ;

e) Attribuer aux agents en cause, au jour de l'application de la loi, le grade, la classe, l'ancienneté dans la classe ou le rang sur la liste d'avancement qui auront été déterminés par les opérations susvisées.

VII. — Peines ayant entraîné la privation temporaire ou définitive de l'emploi

(Suspension ou renvoi temporaire ; mise en disponibilité d'office ; retrait d'emploi, remplacement ou révocation).

Les effets de la loi du 12 juillet 1937 sur les peines disciplinaires comportant privation de l'emploi sont sensiblement différents de ceux des précédentes lois d'amnistie.

Si, en effet, la réintégration des fonctionnaires et ouvriers frappés de ces sanctions n'est pas devenue obligatoire, le pouvoir de décider en dernier ressort s'il y aura ou non réintégration est confié à une commission laquelle aura à connaître de toutes les demandes de réintégration qui auront fait l'objet d'un refus de la part du ministre.

Les 4^e et 5^e paragraphes de l'article 5 qui instituent cette commission prévoient qu'un décret pris en forme de règlement d'administration publique fixera la procédure et les pouvoirs de ladite commission.

Ce décret, en date du 3 décembre 1937 est publié au *journal officiel* de ce jour.

Ses dispositions ont trait :

1^o — A la *constitution de la commission dont il s'agit* ;

2^o — A la *procédure* à suivre pour saisir ladite commission ;

3^o — Aux *pouvoirs* de celle-ci en ce qui touche la réintégration.

1^o — COMPOSITION DE LA COMMISSION

Article 1^{er} du décret

Une commission particulière est instituée auprès de chaque département ministériel. Elle est chargée d'examiner les demandes de réintégration émanant des agents qui occupaient, avant la cessation de leurs fonctions, un emploi relevant de ce département.

Le gouvernement a estimé que la commission devait être composée suivant le principe *paritaire*.

En conséquence :

a) Elle comprend, sous la présidence du secrétaire général du ministère ou du plus ancien des directeurs généraux, ou, à défaut de hauts fonctionnaires de ce grade, du plus ancien des directeurs, des représentants de l'administration et des représentants du personnel, en nombre égal ;

b) Si le président dirige les débats, il ne prend part au vote qu'en cas de partage égal des voix.

A. — Représentants de l'administration

L'article 1^{er} du décret prévoit que le directeur ou chef de service de l'administration centrale dont relève l'intéressé fait partie de la commission.

Le second représentant de l'administration est un directeur de l'administration centrale spécialement désigné par le ministre.

B. — Représentants du personnel

En vertu du caractère paritaire de la commission deux délégués y représentent le personnel.

Afin d'assurer aux fonctionnaires amnistiés le maximum de garantie, les délégués, qui doivent appartenir à la même catégorie que les agents dont le cas est soumis à la commission, sont élus par leurs collègues.

Trois cas doivent être envisagés :

a) Il existe des conseils de discipline où le personnel est représenté par des délégués élus.

Dans cette hypothèse, c'est à ces délégués qu'il sera fait obligatoirement appel en qualité de membres de la commission.

b) Les délégués du personnel aux conseils de discipline ne sont pas élus.

Dans cette hypothèse, il y aura lieu de procéder à des élections spéciales, par catégorie de personnel (voir ci-dessous).

L'acception de l'expression « catégorie » sera celle que lui confèrent les règlements concernant lesdits conseils de discipline.

c) *Il n'y a pas de conseil de discipline.* — Il sera procédé à des élections; à cet effet, le personnel sera divisé en catégories d'après les modalités ci-après :

Chaque fois que ce sera possible sans inconvénient, le personnel considéré sera réparti en larges groupes constitués compte tenu de la hiérarchie administrative et de l'analogie des fonctions exercées.

Si, par exception, ces groupements s'avéraient difficiles à instituer, les agents de chaque grade éliraient des délégués particuliers.

Chaque fois que des élections spéciales devront avoir lieu, les règles générales suivantes seront observées :

1^o — Les délégués devront être désignés au plus tard *trois mois* après la date de publication du décret;

2^o — Deux délégués titulaires et deux délégués suppléants seront élus, pour chaque catégorie, par tous les agents ou ouvriers, en fonctions sur le territoire métropolitain et en Afrique du nord;

3^o — Il sera procédé aux élections le *même jour* pour tous les personnels relevant d'un même département ministériel.

4^o — Elles auront lieu *au scrutin secret et à la majorité relative* des suffrages exprimés, les deux agents ayant réuni le plus de voix étant titulaires et les deux suivants suppléants; en cas d'égalité du nombre des suffrages la priorité sera déterminée par l'ancienneté de service dans l'administration ou par l'âge si l'ancienneté est la même.

Les frais qui seront occasionnés par les déplacements des agents représentant le personnel aux commissions chargées d'examiner les demandes de réintégration seront supportés par les administrations intéressées.

Chaque fois que faire se pourra et dans la limite des délais impartis par les dispositions qui seront examinées ci-dessous, les administrations devront grouper les affaires à soumettre à la commission, afin d'éviter de multiplier inutilement les déplacements des membres de cet organisme.

2^o — PROCÉDURE A SUIVRE POUR SAISIR LA COMMISSION

Articles 2 et 3 du décret.

Un délai de trois mois dont le point de départ est fixé à la date de la publication du décret susvisé, a été imparti à l'administration pour lui permettre d'examiner s'il convient de réintégrer les agents qui ont été privés de leurs fonctions par mesure disciplinaire.

Cet examen devra être immédiatement entrepris, que les intéressés aient ou non sollicité leur réintégration.

Si la décision est favorable aux pétitionnaires, ceux-ci devront être réintégrés sur les premières vacances qui se produiront dans leurs anciens cadres, par priorité sur toutes autres catégories de candidats et dans l'ordre défini ci-après (§ 3^o).

Le recours devant la commission est donc réservé :

a) Aux agents qui, ayant saisi le ministre de leur demande de réintégration, avant l'expiration du délai de trois mois ci-dessus, se sont vu opposer un refus formel ou n'ont été avisés d'aucune décision avant l'expiration dudit délai;

b) A ceux qui ne se sont mis en instance qu'après l'expiration du même délai.

Les agents qui, à la date de la présente instruction, se sont déjà mis en instance ou qui se mettront en instance au cours du délai de trois mois susvisé (§ a) ci-dessus) devront, à l'expiration de ce délai, s'ils n'ont pas obtenu satisfaction, formuler une *nouvelle requête* pour prier le ministre de saisir la commission de leur demande de réintégration. Le ministre aura la faculté, à l'occasion de cette seconde demande, de revenir sur sa première décision expresse ou implicite.

De même, les demandes formulées par les agents visées au paragraphe b, ci-dessus ne seront transmises à la commission que si le ministre ne décide pas la réintégration de ceux-ci.

Les demandes visées par les deux paragraphes précédents seront obligatoirement présentées à peine de forclusion, *dans un délai de douze mois*, qui commencera à courir à la date d'expiration du délai de trois mois.

La requête des intéressés devra, *dans les quinze jours*, faire l'objet d'un accusé de réception et, *dans le mois*, être transmise à la commission.

La commission statuera dans un délai de *deux mois* à dater du jour où elle aura été saisie par le ministre.

L'intéressé pourra présenter lui-même sa requête ou se faire représenter par un de ses pairs ou un avocat de son choix.

Son dossier devra être mis à sa disposition quinze jours avant la date prévue pour l'examen de sa demande par la commission.

Les délégués du personnel devront être avisés des réunions de la commission au moins quarante-huit heures à l'avance.

La commission ne pourra statuer que lorsque tous ses membres seront présents ou régulièrement suppléés.

3^o — POUVOIRS DE LA COMMISSION

Article 4.

Préalablement à toute autre décision, la commission examinera si le requérant est bénéficiaire de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1937 et, notamment, si les prescriptions du troisième paragraphe dudit article ne lui sont pas opposables.

Si elle juge que le requérant a été frappé pour des faits non amnistiés, elle devra, sans plus, conclure au rejet motivé de la demande de réintégration.

Si elle estime, au contraire, que les faits qui ont justifié la cessation des fonctions par mesure disciplinaire ont été amnistiés, elle statuera, compte tenu de l'aptitude morale, physique et professionnelle du requérant; elle puisera, à cet effet, les indications dont elle a besoin dans le dossier préparé par les services compétents de l'administration.

Le cas échéant, la commission prendra ou fera prendre toutes mesures d'instruction complémentaires qu'elle jugera utiles.

Elle pourra inviter l'intéressé à comparaître devant elle aux fins d'explications verbales.

La décision de la commission qui conclura à la réintégration devra indiquer que celle-ci aura lieu dans l'emploi occupé par l'intéressé avant la mesure disciplinaire qui l'a frappé.

Il y a lieu de préciser, au regard de la loi sur l'amnistie, le sens du mot « emploi »; cette expression vise exclusivement le cadre et le grade auxquels appartenait l'intéressé avant sa révocation, mais non le poste où il était en fonctions.

La mesure disciplinaire amnistiée a pu être motivée, en effet, par des faits qui rendent difficiles, et dans certains cas (en ce qui concerne, par exemple, les agents des services extérieurs du ministère des affaires étrangères) pratiquement impossible sa réintégration dans le poste même qu'il occupait avant la mesure disciplinaire dont il a été frappé.

Lorsque la réintégration de l'intéressé aura été proposée par la commission, le ministre devra la prononcer dès que le cours des vacances le permettra.

Lorsqu'une ou plusieurs vacances se produiront dans un emploi auquel doivent être appelés des agents amnistiés, soit en exécution d'une décision du ministre,

soit en vertu d'une décision de la commission, l'ordre des réintégrations sera établi en tenant compte :

D'une part, des services effectifs totaux des agents en cause;

D'autre part, du temps qui s'est écoulé depuis la date où ces agents ont cessé leurs fonctions en application de la sanction disciplinaire.

Les agents qui ont dû quitter leur emploi par suite d'une sanction motivée par des manquements d'ordre professionnel seront réintégrés dans les cadres avec la situation administrative qu'ils possédaient au moment de ladite sanction.

Ceux qui ont été privés de leur emploi pour des faits d'ordre syndical ou corporatif ou bien d'ordre politique devront bénéficier des mesures prévues à la rubrique VI^e, paragraphe 2, alinéa B, ci-dessus, sous la seule réserve qu'en ce qui concerne les intéressés la date de leur installation effective soit substituée à la date d'application de la loi.

L'ordre dans lequel sont placés les fonctionnaires et ouvriers à réintégrer sera révisé, pour chaque emploi, et à l'occasion de chacune des vacances successives, afin de tenir compte des décisions favorables prises depuis la dernière vacance par le ministre ou par la commission.

Les réintégrations auront leur effet à compter du jour où les agents en cause auront repris leurs fonctions.

VIII. — Effets de l'amnistie sur le droit à pension

Devront être réinvestis de leurs fonctions, dans les conditions prévues ci-dessus, les agents qui, au jour fixé pour leur réintégration, n'ont pas encore atteint la limite d'âge de leur emploi ou leur limite d'âge personnelle;

Devront être admis d'office à faire valoir leurs droits à la retraite, ceux qui ont atteint leur limite d'âge avant de pouvoir être réintégrés.

Le gouvernement a estimé, dans un esprit de large bienveillance, que les agents qui ont été privés de leur emploi par mesure disciplinaire — quelle que soit la nature des faits qui ont motivé cette sanction — et qui bénéficieraient de la loi, pourraient être autorisés à faire valider pour la retraite le temps qu'ils ont passé hors des cadres en exécution de ladite sanction, moyennant le versement des retenues pour pension calculées soit sur le traitement qu'ils percevaient au moment où ils ont quitté l'administration, en ce qui concerne les agents réintégrés dans la situation administrative qu'ils occupaient à cette date — soit sur le traitement qu'ils auraient perçu au cours de cette même période, s'ils étaient demeurés dans les cadres et si leur carrière s'était normalement poursuivie, en ce qui touche les agents qui bénéficieraient, au moment de leur réintégration, de la reconstitution de leur carrière.

IX. — Révision des dossiers

Les documents qui doivent, en conformité des dispositions de la loi, être retirés des dossiers des agents ou ouvriers amnistiés, peuvent, soit se rattacher à des condamnations judiciaires, soit se rapporter à des sanctions administratives.

A. — Documents relatifs à des condamnations judiciaires

Etant donné la complexité des dispositions de la loi d'amnistie, les administrations n'assumeront pas elles-mêmes la tâche délicate d'examiner s'il y a lieu ou non de maintenir les documents se rapportant à des condamnations pénales dans les dossiers individuels des agents.

Pour éviter toute difficulté, de nouveaux extraits de casiers judiciaires ou de nouveaux états signalétiques et des services et relevés de punitions devront être demandés pour chacun des agents dont les dossiers mentionnent des punitions ou des condamnations. Dès réception de ces pièces, que les greffes ou corps intéressés auront établies en accord avec les dispositions de la loi, les administrations pourront, sans crainte d'erreurs à elles imputables, retirer des différents dossiers tout ce qui rappellerait les condamnations encourues par les ressortissants en cause (copies des jugements, correspondances diverses, rapports, etc.).

B. — Documents relatifs à des sanctions disciplinaires

Les autorités administratives chargées de procéder à la revision dont il s'agit devront s'attacher à apprécier tout d'abord, si le fait pour lequel la sanction disciplinaire a été prononcée constitue un manquement à l'honneur, aux bonnes mœurs, à la probité ou aux règles essentielles établies pour la sécurité publique ou imposées par la gestion des caisses publiques ou le maniement des deniers d'autrui, auxquels la loi refuse le bénéfice de l'amnistie.

Toutes pièces ayant trait à une mesure disciplinaire mais s'appliquant à des faits autres que ceux dont il est parlé ci-dessus seront retirées des différents dossiers personnels correspondants. Bien que l'article 14 ne concerne que les pièces se rapportant à des peines disciplinaires effacées par l'amnistie, il va de soi, cependant, que devront, au même titre, être retirés des dossiers, toutes pièces ou documents concernant des instances disciplinaires engagées pour des faits antérieurs au 2 mai 1937 qui étaient en cours au moment du vote de l'amnistie et que la promulgation de la loi du 12 juillet a dû arrêter.

Ces pièces ou documents seront immédiatement détruits, le procédé de destruction employé ne devant en laisser subsister intacte aucune partie si minime soit-elle.

Les difficultés que pourrait soulever l'application de la présente instruction devront être soumises pour avis à monsieur le ministre des finances, sous le timbre du secrétariat général (sous-direction du personnel, 3^e bureau).

Le président du conseil,
Camille CHAUTEMPS.

Le ministre des finances,
Georges BONNET.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Cours officiel des changes

	10/1/39	25/1/39
Livre sterling	177,02	176,99
Dollar	37,90	37,85
Mark	15,20	—
Belga	6,40	6,39
Franc suisse	8,57	8,54

AVIS D'ADJUDICATION

Le mercredi 15 mars 1939 à neuf heures, il sera procédé en séance publique, dans les bureaux du chef du service des travaux publics et des transports dans

les formes réglementaires, à l'ouverture des offres présentées pour la construction d'un pont sur la lagune à Zébé (cercle d'Anécho) avec utilisation d'une charpente métallique fournie par l'administration.

Conditions principales de l'adjudication

I^o — Demande d'admission

La déclaration par laquelle les concurrents doivent, par application des articles 2 et 3 des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux publics des colonies, indiquer leur intention de soumissionner ainsi que les références et les pièces officielles qu'ils ont à produire, devront être adressées, pour visa 10 jours au moins avant la date du concours au chef du service des travaux publics et des transports.

*II^o — Conditions de forme
et de dépôt des soumissions*

La soumission et les pièces annexes seront établies dans les formes prévues par le cahier des charges particulières de l'adjudication.

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 5.000 frs., celui du cautionnement définitif à 10.000 frs.

Les plis contenant les soumissions et les pièces annexes devront, soit être remis contre reçus à monsieur le chef du service des travaux publics et des transports, soit lui être adressés par lettre recommandée de manière à lui parvenir la veille de l'adjudication au plus tard, soit être remis par les soumissionnaires ou leur représentant autorisé sur le bureau d'adjudication à Lomé, le 15 mars 1939 aux heures précisées ci-dessus.

*III^o — Communication des prix du dossier
aux entrepreneurs*

Les divers renseignements relatifs à cette adjudication seront communiqués tous les jours, excepté les dimanches et jours fériés de 8 h. à 11 h. et de 14 h. à 17 heures dans les bureaux de la direction des travaux publics et des transports (bureau des études) à Lomé.

Les entrepreneurs pourront se faire délivrer un exemplaire du dossier de concours sur demande de cession adressée à M. le chef du service des travaux publics et des transports et moyennant le versement d'une somme de cinquante francs.

Lomé, le 15 décembre 1938.

Le Commissaire de la République p. i. au Togo,
GRADASSI.

AVIS

Aux navigateurs aériens

Il est porté à la connaissance de M. M. les navigateurs aériens que des travaux d'aménagement d'une nouvelle voie reliant la piste d'atterrissage au hangar sont actuellement en cours sur le terrain d'aviation de Cotonou.

Ces travaux qui intéressent toute la zone située à l'est de la piste d'atterrissage, à l'exclusion de celle-ci, dureront approximativement quatre mois.

Un avis ultérieur fera connaître la date de leur achèvement.